

Table des matières

Volume • 1

PARTIE I - CODE DE COMMERCE (ET CODE DES SOCIÉTÉS)

Chapitre I^{er} - Généralités

10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE	1
25 août 1891. – LOI portant revision du titre de Code de commerce concernant les contrats de transports (<i>Mon. 26 août 1891</i>)	6
16 juillet 1957. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution de l'article 38, alinéa 2, et de l'article 4 des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre (<i>Mon. 28 juillet 1957</i>)	10
7 mai 1999. – CODE DES SOCIÉTÉS (<i>Mon. 6 août 1999</i>)	13
30 janvier 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du Code des sociétés (<i>Mon. 6 février 2001</i>)	115
30 juin 2003. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux frais de publicité des actes et documents des sociétés, des entreprises, des associations, des fondations et des organismes de financement de pensions (<i>Mon. 1^{er} juillet 2003</i>)	115
12 septembre 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution des articles 1 ^{er} , 9, 12 et 15 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés et établissant la date fixée à l'article 10 de l'arrêté royal du 26 juin 2003 portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (<i>Mon. 14 septembre 2005</i>)	116
5 décembre 2014. – AVIS – Frais de publicité des documents visés à l'article 173 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés (<i>Mon. 5 décembre 2014</i>)	146
6 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant désignation du Code de gouvernement d'entreprise à respecter par les sociétés cotées (<i>Mon. 28 juin 2010</i>) ..	153
25 juin 1992. – LOI sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 20 août 1992</i>)	156
19 juillet 2013. – LOI interprétative de l'article 97 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 8 août 2013</i>)	157
24 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	158
25 mars 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances (<i>Mon. 3 avril 1996</i>)	160
10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE	163
26 mars 2012. – LOI concernant l'immatriculation des bâtiments de navigation intérieure autres que les bateaux d'intérieur visés à l'article 271, du Livre II du Code de commerce (<i>Mon. 30 mai 2012</i>)	180
8 août 1997. – LOI sur les faillites (<i>Mon. 28 octobre 1997</i>)	180
12 mars 2000. – LOI interprétant l'article 101, alinéa 3, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites (<i>Mon. 7 avril 2000</i>)	193
10 - 15 septembre 1807. – CODE DE COMMERCE	194

Chapitre II - Sociétés et groupements européens

Groupement d'intérêt économique

12 juillet 1989. – LOI portant diverses mesures d'application du règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (<i>Mon. 22 août 1989</i>)	195
--	-----

Société européenne

8 octobre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 2157/2001 du Conseil relatif au statut de la société européenne (SE) (<i>J.O. L 294, 10 novembre 2001; Rect. J.O. L 302, 20 novembre 2003</i>)	197
--	-----

Société coopérative européenne

22 juillet 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 1435/2003 du Conseil relatif au statut de la société coopérative européenne (S.E.C.) (<i>J.O. L 207, 18 août 2003; Rect. J.O. L 49, 17 février 2007; Rect. J.O. L 79, 20 mars 2007</i>) ...	203
--	-----

Chapitre III - Code de droit économique

28 février 2013. – CODE de droit économique	212
10 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions aux dispositions du Code de droit économique et de ses arrêtés d'exécution (<i>Mon. 29 avril 2014</i>)	401
16 février 2015. – ARRÊTÉ ROYAL précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique (<i>Mon. 25 février 2015</i>)	414
3 avril 2013. – LOI portant insertion du livre IV «Protection de la concurrence» et du livre V «La concurrence et les évolutions de prix» dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre IV et au livre V et des dispositions d'application de la loi propres au livre IV et au livre V, dans le livre I ^{er} du Code de droit économique (<i>Mon. 26 avril 2013; Err. Mon. 16 février 2015</i>)	424
2 avril 2014. – LOI portant insertion du livre X «Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente» dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre X, dans le livre I ^{er} du Code de droit économique (<i>Mon. 28 avril 2014</i>)	424
19 avril 2014. – LOI portant insertion du livre VII «Services de paiement et de crédit» dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre VII et des peines relatives aux infractions au livre VII, dans les livres I ^{er} et XV du Code de droit économique, et portant diverses autres dispositions (<i>Mon. 28 mai 2014</i>)	424
19 avril 2014. – LOI portant insertion du livre XI «Propriété intellectuelle» dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I ^{er} , XV et XVII du même Code (<i>Mon. 12 juin 2014; Err. Mon. 27 juin 2014; Err. Mon. 16 février 2015</i>)	425
22 avril 2016. – LOI portant modification et insertion de dispositions en matière de crédit à la consommation et de crédit hypothécaire dans plusieurs livres du Code de droit économique (<i>Mon. 4 mai 2016</i>)	426

Chapitre IV - Lois particulières en matière commerciale générale

Bilan social

4 août 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au bilan social (*Mon. 30 août 1996*) 428

Comptabilité des entreprises

9 juin 1981. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé pour le secteur pétrolier (*Mon. 3 septembre 1981*) 430

12 septembre 1983. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises (*Mon. 28 septembre 1983*) 430

12 septembre 1983. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé (*Mon. 29 septembre 1983*) 431

1^{er} septembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes annuels et aux comptes consolidés des sociétés à portefeuille (*Mon. 19 septembre 1986*) 431

Continuité des entreprises

31 janvier 2009. – LOI relative à la continuité des entreprises (*Mon. 9 février 2009*) 433

Contrat d'agence commerciale

4 mai 1999. – LOI modifiant la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale (*Mon. 2 juin 1999*) 442

Contrats de crédit aux entreprises

21 décembre 2013. – LOI relative à diverses dispositions concernant le financement des petites et moyennes entreprises (*Mon. 31 décembre 2013*) 444

Interdiction judiciaire

24 octobre 1934. – ARRÊTÉ ROYAL n° 22 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités (*Mon. 27 octobre 1934*) 446

2 juin 1998. – LOI modifiant l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions (*Mon. 22 août 1998*) 446

Lutte contre le retard de paiement

2 août 2002. – LOI concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (*Mon. 7 août 2002*) 448

Mise en gage du fonds de commerce

25 octobre 1919. – LOI sur la mise en gage du fonds de commerce, l'es-compte et le gage de la facture ainsi que l'agrégation et l'expertise des fournitures faites directement à la consommation (*Mon. 21 novembre 1919*) . . . 450

Participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés

22 mai 2001. – LOI relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 9 juin 2001*) 452

19 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 29 décembre 2001*) 452

21 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 6, § 2, de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 29 décembre 2001*) 455

21 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 8, § 4, de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 29 décembre 2001*) 455

19 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 29 décembre 2001*) 455

19 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 9 et 10, § 2, de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (*Mon. 30 mars 2002*) 455

Procédures d'insolvabilité

29 mai 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (*J.O. L 160, 30 juin 2000*) 456

PARTIE II - ARMES ET EXPLOSIFS

24 mai 1888. – LOI portant réglementation de la situation du banc d'épreuve des armes à feu établi à Liège (*Mon. 8 juin 1888*) 462

3 janvier 1933. – LOI relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (*Mon. 22 juin 1933*) 462

29 juillet 1934. – LOI interdisant les milices privées (*Mon. 6-7 août 1934*) 463

12 septembre 1944. – ARRÊTÉ-LOI modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions (*Mon. 15-16 septembre 1944*) 463

8 avril 1948. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la remise des armes, munitions et autre matériel de guerre (*Mon. 18 avril 1948*) 463

28 mai 1956. – LOI relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés (*Mon. 9 juin 1965*) 464

10 juillet 1978. – LOI portant approbation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, faite à Londres, Moscou et Washington, le 10 avril 1972 (*Mon. 6 juillet 1979*) 464

5 août 1991. – LOI relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente (*Mon. 10 septembre 1991*) 465

20 septembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant la loi sur les armes (*Mon. 21 septembre 1991*) 466

20 septembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif et aux armes à feu rendues inaptes au tir (*Mon. 21 septembre 1991*) 469

8 mars 1993. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente (*Mon. 6 avril 1993*) 470

8 août 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cartes européennes d'armes à feu (*Mon. 20 août 1994*) 472

30 mars 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au classement de certaines armes à air ou à gaz et modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie (*Mon. 13 avril 1995*) 472

24 avril 1997. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de sécurité lors du stockage, de la détention et de la collection d'armes à feu ou de munitions (*Mon. 16 mai 1997; Err. Mon. 28 mai 1997*) 472

16 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la licence visée à l'article 10 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente (<i>Mon. 7 juillet 2003</i>)	475	15 juillet 2016. – LOI portant exécution du Règlement (U.E.) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs (<i>Mon. 28 juillet 2016</i>)	537
1 ^{er} juin 2005. – LOI relative à l'application du Protocole additionnel du 22 septembre 1998 à l'Accord international du 5 avril 1973 pris en application de l'article III, paragraphes 1 ^{er} et 4, du Traité du 1 ^{er} juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (<i>Mon. 22 août 2005</i>)	476	PARTIE III - ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF	
8 juin 2006. – LOI réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (<i>Mon. 9 juin 2006</i>)	478	27 juin 1921. – LOI sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (<i>Mon. 1^{er} juillet 1921</i>)	538
29 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant certaines dispositions de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (<i>Mon. 9 janvier 2007</i>)	487	2 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les délais d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations et la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (<i>Mon. 6 juin 2003</i>)	538
2 mars 2007. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'exécution de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993 (la convention) (<i>Mon. 24 août 2007</i>)	488	26 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif, des associations internationales sans but lucratif, des fondations et des organismes de financement de pension (<i>Mon. 27 juin 2003</i>)	549
3 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise sur le marché d'articles pyrotechniques (<i>Mon. 18 mars 2010</i>)	490	26 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif, fondations et associations internationales sans but lucratif (<i>Mon. 11 juillet 2003</i>)	551
11 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL réglant le statut de l'armurier (<i>Mon. 17 juin 2011</i>)	491	19 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations (<i>Mon. 30 décembre 2003</i>)	552
15 juin 2012. – DÉCRET du Parlement flamand concernant l'importation, l'exportation, le transit et le transfert de produits liés à la défense, d'autre matériel à usage militaire, de matériel de maintien de l'ordre, d'armes à feu civiles, de pièces et de munitions (<i>Mon. 4 juillet 2012</i>)	492	8 octobre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 19bis, alinéa 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (<i>Mon. 26 octobre 2004</i>)	560
21 juin 2012. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense (<i>Mon. 5 juillet 2012</i>)	499	14 avril 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL exécutant les articles 16, 33 et 54 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (<i>Mon. 25 avril 2005</i>)	560
20 juillet 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du Décret sur le commerce des armes du 15 juin 2012 (<i>Mon. 9 octobre 2012</i>)	503	18 mars 2013. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution des articles 1 ^{er} et 6 de l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif, des associations internationales sans but lucratif, des fondations et des organismes de financement de pension (<i>Mon. 27 mars 2013</i>)	560
15 janvier 2013. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil de la Communauté européenne sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs (<i>J.O. L 39, 9 février 2013</i>)	513	PARTIE IV - BANQUE-CARREFOUR DES ENTREPRISES	
23 mai 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution, en ce qui concerne les licences de transfert, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense (<i>Mon. 5 juin 2013</i>)	516	28 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le montant du droit d'inscription à la Banque-carrefour des entreprises en tant qu'entreprise commerciale ou artisanale, et la rémunération des guichets d'entreprises agréés (<i>Mon. 20 juin 2003</i>)	562
23 mai 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution, en ce qui concerne les mesures prévues en matière de certification, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense (<i>Mon. 5 juin 2013</i>)	518	19 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant sur les modalités d'accès des autorités, administrations, services ou autres instances aux données de la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 27 juin 2003</i>)	563
20 juin 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert de produits liés à la défense, d'autre matériel pouvant servir à un usage militaire, de matériel lié au maintien de l'ordre, d'armes à feu à usage civil, de leurs pièces, accessoires et munitions (<i>Mon. 21 juin 2013</i>)	520	22 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la tâche de contrôle des guichets d'entreprises lors de l'inscription d'entreprises commerciales et artisanales dans la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 27 juin 2003</i>)	563
23 août 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'Accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993 (<i>Mon. 17 septembre 2014</i>)	527	22 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'inscription, la modification et la radiation de l'inscription, des entreprises commerciales et artisanales dans la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 27 juin 2003</i>)	563
20 octobre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques (<i>Mon. 30 octobre 2015</i>)	527		
12 avril 2016. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil (<i>Mon. 19 avril 2016</i>)	532		

24 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles d'attribution, la composition et les modalités de transfert du numéro d'entreprise et du numéro d'unité d'établissement dans la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 30 juin 2003</i>)	564	24 février 1992. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le montant maximum du risque assumé par le consommateur en cas de perte ou de vol de la carte de crédit ou d'un autre titre de crédit (<i>Mon. 4 avril 1992</i>)	585
26 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article III.18 du Code de droit économique (<i>Mon. 30 juin 2003</i>)	564	4 août 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement du crédit à la consommation (<i>Mon. 8 septembre 1992</i>)	585
26 juin 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux formalités administratives vis-à-vis des administrations fédérales, effectuées par les guichets d'entreprises agréés (<i>Mon. 30 juin 2003</i>)	565	4 août 1992. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'échelonnement de la commission pour l'intervention des intermédiaires en matière de crédit à la consommation (<i>Mon. 8 septembre 1992</i>)	587
4 juillet 2004. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la consultation, la copie et les extraits des données dans la Banque-carrefour des entreprises, ainsi que l'accès à ces données, autrement que par internet (<i>Mon. 22 juillet 2004</i>)	565	20 novembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au traitement des données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation (<i>Mon. 11 décembre 1992</i>)	588
18 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de retrait ou de suspension d'office de l'agrément en tant que guichet d'entreprises (<i>Mon. 18 mai 2005</i>)	566	27 avril 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (<i>Mon. 22 mai 1993</i>)	588
18 juillet 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réutilisation de données publiques de la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 29 octobre 2008</i>)	566	29 avril 1996. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone concernant la médiation et l'apurement de dettes (<i>Mon. 28 août 1996</i>)	589
22 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant sur les modalités d'inscription des entreprises non-commerciales de droit privé dans la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 14 juillet 2009</i>)	567	24 juillet 1996. – DÉCRET du Parlement flamand réglant l'agrément et le subventionnement des institutions de médiation de dettes et le subventionnement d'un «Vlaams Centrum Schuldenlast» (Centre flamand de l'Endettement) (<i>Mon. 5 octobre 1996; Err. Mon. 20 février 2008</i>)	590
22 avril 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités et la nature des inscriptions pouvant être communiquées par les entreprises sous forme électronique sécurisée à la Banque-carrefour des entreprises (<i>Mon. 30 avril 2010</i>)	567	7 novembre 1996. – ORDONNANCE de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes (<i>Mon. 30 novembre 1996</i>)	591
28 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article III.31 du Code de droit économique en ce qu'il fixe les données de la Banque-carrefour des entreprises accessibles via internet ainsi que leurs modalités de consultation (<i>Mon. 28 avril 2014</i>)	568	25 mars 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 24 juillet 1996 réglant l'agrément et le subventionnement des Institutions de médiation de dettes et le subventionnement d'un «Vlaams Centrum Schuldenlast» (<i>Mon. 30 mai 1997</i>)	592

PARTIE V - POLICE DU COMMERCE

Chapitre 1^{er} - Artisanat, commerce ambulant et colportage

25 juin 1993. – LOI sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines (<i>Mon. 30 septembre 1993</i>)	569	5 juillet 1998. – LOI relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (<i>Mon. 31 juillet 1998; Err. Mon. 18 septembre 1998</i>)	596
30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n ^o 71 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées (<i>Mon. 1^{er} décembre 1939</i>)	572	15 octobre 1998. – ARRÊTÉ du Collège réuni de la Commission communautaire commune relatif à l'agrément, à la formation du personnel et au coût de la médiation des institutions pratiquant la médiation de dettes (<i>Mon. 11 novembre 1998</i>)	598
24 septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes (<i>Mon. 29 septembre 2006</i>)	573	18 décembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les règles et tarifs relatifs à la fixation des honoraires, des émoluments et des frais du médiateur de dettes (<i>Mon. 31 décembre 1998</i>)	599
24 septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine (<i>Mon. 29 septembre 2006</i>)	578	22 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'enregistrement des avis de règlement collectif de dettes par la Banque nationale de Belgique et leur consultation par les personnes visées à l'article 19, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (<i>Mon. 19 mai 1999</i>)	599
19 mars 2014. – LOI portant définition légale de l'artisan (<i>Mon. 15 avril 2014</i>)	581	29 octobre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Comité d'accompagnement de la Centrale des Crédits aux Particuliers (<i>Mon. 6 décembre 2001</i>)	600
26 mai 2016. – ARRÊTÉ ROYAL visant à établir les modalités de contrôle du respect de la loi du 19 mars 2014 portant définition légale de l'artisan et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi (<i>Mon. 31 mai 2016</i>)	583	7 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la Centrale des crédits aux particuliers (<i>Mon. 19 juillet 2002</i>)	600
26 mai 2016. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les données reprises dans le répertoire des artisans et fixant les modalités de son utilisation (<i>Mon. 31 mai 2016</i>)	583	20 décembre 2002. – LOI relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (<i>Mon. 29 janvier 2003</i>)	602

Chapitre II - Crédit à la consommation et médiation de dettes

24 février 1992. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, §3, 1 ^o , de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (<i>Mon. 4 avril 1992</i>)	585	18 novembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 10 août 2001 relative à la centrale des crédits aux particuliers (<i>Mon. 2 décembre 2004</i>)	604
		27 décembre 2005. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 30 décembre 2005</i>)	604
		17 mai 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (<i>Mon. 22 juin 2006</i>)	604

29 septembre 2011. – CODE wallon de l'action sociale et de la santé (<i>Mon. 21 décembre 2011</i>)	604
4 juillet 2013. – CODE réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé (<i>Mon. 30 août 2013; Err. Mon. 24 septembre 2013</i>)	606
23 octobre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en œuvre, en ce qui concerne les prêteurs sociaux et les employeurs, de l'article VII.3, § 4, du Code de droit économique (<i>Mon. 30 octobre 2015</i>)	609
29 octobre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du titre IV, chapitre IV, du livre VII du Code de droit économique (<i>Mon. 5 novembre 2015</i>)	609

Chapitre III - Importation, Exportation, Transit

11 septembre 1962. – LOI relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et de la technologie y afférente (<i>Mon. 27 octobre 1962</i>)	616
16 mars 1961. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relative à la coopération en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit (<i>Mon. 13 février 1968</i>)	616
9 juillet 1984. – LOI concernant le transit de déchets (<i>Mon. 4 octobre 1984</i>)	618
2 juin 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation de l'exportation, l'importation et du transit des déchets (<i>Mon. 19 juin 1987</i>)	619
30 décembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente (<i>Mon. 2 février 1994</i>)	623
29 juillet 1994. – LOI tendant à favoriser la transparence du commerce des marchandises originaires d'un pays non membre de l'Union européenne (<i>Mon. 6 septembre 1994</i>)	624
11 décembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1523/2007 du Parlement européen et du Conseil interdisant la mise sur le marché, l'importation dans la Communauté ou l'exportation depuis cette dernière de fourrure de chat et de chien et de produits en contenant (<i>J.O. L 343, 16 janvier 2008</i>)	624

Chapitre IV - Pratiques du commerce

30 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 283 portant réglementation de la délivrance de certificats d'origine (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	627
4 septembre 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication des quantités (<i>Mon. 28 septembre 1972</i>)	628
26 janvier 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certaines modalités de l'indication de la quantité (<i>Mon. 5 février 1976</i>)	628
5 mai 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux ventes en solde (<i>Mon. 13 mai 1986</i>)	629
15 juin 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication des tarifs dans les établissements qui fournissent de l'hébergement, des repas, des plats ou des boissons (<i>Mon. 29 juin 1988</i>)	629
7 septembre 1989. – DÉCRET du Conseil régional wallon concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (C.E.E.) n° 2081/92 et n° 2082/92 (<i>Mon. 28 novembre 1989</i>)	629
9 mars 1993. – LOI tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial (<i>Mon. 24 avril 1993</i>)	632
23 mars 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux demandes et notifications visées aux articles 6 et 7 de la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 1 ^{er} juillet 1999 (<i>Mon. 31 mars 1993</i>)	633
6 septembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant des modalités particulières pour la vente à distance de certains produits ou catégories de produits (<i>Mon. 5 octobre 1993</i>)	634

19 octobre 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglementant l'octroi des dérogations prévues à l'article 72, alinéa 1 ^{er} de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (<i>Mon. 19 novembre 1993</i>)	634
26 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant création de la Commission des clauses abusives (<i>Mon. 8 janvier 1993</i>)	635
9 février 1994. – LOI relative à la sécurité des produits et des services (<i>Mon. 1^{er} avril 1994</i>)	635
23 mars 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication des tarifs des services financiers homogènes (<i>Mon. 26 avril 1995</i>)	636
16 juin 1995. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'agrément et la liste des laboratoires, agréées dans le cadre de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs (<i>Mon. 1^{er} juillet 1995</i>)	638
30 juin 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication du prix des produits et des services et au bon de commande (<i>Mon. 30 juillet 1996</i>)	638
23 mars 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant l'agrément d'agents matrimoniaux et relationnels (<i>Mon. 23 mars 1999</i>)	640
11 avril 1999. – LOI relative à l'action en cessation des infractions à la loi relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (<i>Mon. 30 avril 1999</i>)	641
11 avril 1999. – LOI relative à l'action en cessation des infractions à la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial (<i>Mon. 30 avril 1999</i>)	641
11 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant pour les ventes de services les mentions qui doivent figurer sur le document justificatif prévu par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (<i>Mon. 19 mai 1999</i>)	642
4 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial (<i>Mon. 26 juin 1999</i>)	642
23 octobre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (<i>Mon. 30 novembre 2001</i>)	642
20 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions d'exploitation des centres de bronzage (<i>Mon. 1^{er} août 2002</i>)	642
4 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL visant à réglementer l'envoi de publicités par courrier électronique (<i>Mon. 28 mai 2003</i>)	643
7 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités selon lesquelles la libre circulation d'un service de la société de l'information peut être restreinte (<i>Mon. 7 juillet 2003</i>)	643
31 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (<i>Mon. 3 février 2006</i>)	644
10 novembre 2006. – LOI relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services (<i>Mon. 19 décembre 2006</i>)	647
12 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'usage de certaines clauses dans les contrats d'intermédiaire d'agents immobiliers (<i>Mon. 19 janvier 2007</i>)	648
2 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles particulières concernant l'indication de la quantité lors de la mise sur le marché de certains carburants et de combustibles liquides en vrac (<i>Mon. 9 mars 2007</i>)	649
21 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL chargeant de missions supplémentaires la commission de la sécurité des consommateurs (<i>Mon. 4 mai 2007</i>)	650
15 mai 2007. – LOI fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (<i>Mon. 17 juillet 2007</i>)	650

19 octobre 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires et aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires (*Mon. 7 novembre 2007*) 651

6 avril 2010. – LOI relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (*Mon. 12 avril 2010*) 652

19 janvier 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la sécurité des jouets (*Mon. 10 février 2011*) 653

13 août 2011. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie (*Mon. 5 septembre 2011*) 656

28 août 2011. – LOI relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (*Mon. 16 septembre 2011*) 658

5 décembre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 28 août 2011 relative aux contrats portant sur la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (*Mon. 3 février 2012*) 661

17 février 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection des indications géographiques, des appellations d'origine et des mentions traditionnelles de produits vitivinicoles et à la protection des indications géographiques de boissons distillées (*Mon. 29 mars 2012*) 661

18 juin 2013. – ARRÊTÉ ROYAL imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés (*Mon. 8 juillet 2013*) 662

30 juillet 2013. – LOI relative à la revente de titres d'accès à des événements (*Mon. 6 septembre 2013*) 663

30 août 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux procédures en matière de protection de la concurrence (*Mon. 6 septembre 2013*) 664

30 août 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la notification des concentrations d'entreprises visée à l'article IV.10 du Code de droit économique inséré par les lois du 3 avril 2013 (*Mon. 9 septembre 2013*) 666

4 septembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au paiement et au recouvrement des amendes administratives et astreintes prévues dans le Livre IV du Code de droit économique (*Mon. 6 septembre 2013*) 666

19 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements (*Mon. 27 octobre 2015*) 666

23 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL visant à prendre des dispositions particulières et à déroger à l'application de certaines dispositions du livre VI du Code de droit économique pour certaines catégories de services financiers (*Mon. 3 avril 2014*) 667

12 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les critères d'agrément de l'association ou l'organisation visée aux articles VI.114 et XIV.81 du Code de droit économique (*Mon. 22 mai 2015*) 667

Chapitre V - Prix

18 juillet 1924. – LOI sur la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics (*Mon. 14 août 1924*) 669

22 janvier 1945. – LOI sur la réglementation économique et les prix (*Mon. 24 janvier 1945; Err. Mon. 11 février 1945*) 669

25 avril 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la communication des informations concernant l'approvisionnement du pays et des consommateurs en pétrole et produits pétroliers (*Mon. 28 mai 1977*) 669

14 mai 1946. – ARRÊTÉ-LOI renforçant le contrôle des prix (*Mon. 16 mai 1946*) 672

25 septembre 1950. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le mode de détermination des prix maxima des produits, matières, denrées, marchandises ou animaux et des prestations (*Mon. 27 septembre 1950*) 673

25 mars 1959. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL plaçant le pain sous le régime du prix normal (*Mon. 28 mars 1959*) 673

30 juillet 1963. – LOI relative à la location des films destinés à la projection commerciale (*Mon. 16 août 1963; Err. Mon. 9 octobre 1963*) 673

21 décembre 1964. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL limitant le taux de certaines commissions allouées aux intermédiaires d'assurances (*Mon. 25 décembre 1964*) 674

6 novembre 1970. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL modifiant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959, prescrivant la déclaration des hausses de prix, et déterminant les prix de vente à pratiquer à partir du 1^{er} janvier 1971 (*Mon. 10 novembre 1970*) 674

13 août 1971. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de consultation de la Commission pour la régulation des prix (*Mon. 31 août 1971*) 674

30 mars 1976. – LOI relative aux mesures de redressement économique (*Mon. 1^{er} avril 1976*) 674

24 décembre 1976. – LOI relative au maintien de l'emploi, du pouvoir d'achat et de compétitivité de l'économie (*Mon. 30 décembre 1976*) 675

20 avril 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant dispositions particulières en matière de prix (*Mon. 28 avril 1993*) 675

3 avril 1996. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL diminuant les prix des médicaments remboursables (*Mon. 10 avril 1996*) 676

21 février 2000. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL diminuant les prix de certains médicaments remboursables (*Mon. 26 février 2000*) 676

10 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions de recevabilité, les délais et les modalités pratiques des demandes de fixation de prix, des demandes de hausse de prix, des notifications de prix et des communications (de prix) des médicaments, des objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, et des matières premières, tels que visés dans le livre V du Code de droit économique (*Mon. 1^{er} juillet 2014; Err. Mon. 16 février 2015*) 677

13 juin 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant la liste des matières premières qui sont soumises aux dispositions du titre II du livre V du Code de droit économique (*Mon. 1^{er} juillet 2014*) 683

17 juin 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant les objets, appareils et substances assimilés à des médicaments, visés dans le livre V du Code de droit économique et fixant les prix maxima et marges maxima des médicaments et des objets, appareils et substances assimilés à des médicaments (*Mon. 1^{er} juillet 2014*) 684

Chapitre VI - Production et distribution

13 janvier 1935. – ARRÊTÉ ROYAL n^o 62 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (*Mon. 18 janvier 1935*) 687

10 juillet 1945. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant l'interdiction de soustraire certains biens ou marchandises à la circulation (*Mon. 30 juillet 1945*) 688

7 octobre 1946. – ARRÊTÉ-LOI concernant la répression du faux et de certaines autres infractions en matière de timbres et autres titres de ravitaillement (*Mon. 7 octobre 1946*) 689

17 octobre 1946. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant l'interdiction de soustraire certains produits ou marchandises à la circulation (*Mon. 19 octobre 1946*) 689

7 novembre 1946. – ARRÊTÉ-LOI relatif à la détention et à la cession à titre onéreux des timbres et titres de ravitaillement (*Mon. 22 novembre 1946*) 689

30 janvier 1947. – ARRÊTÉ-LOI concernant la réglementation de la distribution des denrées alimentaires et des produits de première nécessité (<i>Mon. 3 février 1947</i>)	690	4 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable (<i>Mon. 28 août 2003</i>)	714
3 février 1947. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la vente aux consommateurs des denrées alimentaires rationnées (<i>Mon. 6 février 1947</i>)	690	26 janvier 2007. – LOI relative à l'interdiction de la production commerciale et du commerce des fourrures de chiens et de chats et des produits dérivés (<i>Mon. 15 mars 2007</i>)	715
27 octobre 1950. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL prescrivant certaines formalités relatives à la vente du bétail et des viandes (<i>Mon. 1^{er} novembre 1950</i>)	690	12 décembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques (<i>Mon. 20 février 2009</i>)	715
23 décembre 1957. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'approvisionnement du pays en denrées et produits de première nécessité (<i>Mon. 29 décembre 1957</i>)	690	3 décembre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques (<i>Mon. 6 janvier 2010</i>)	720
14 juillet 1959. – LOI relative à l'industrie et au commerce de charbon (<i>Mon. 24 juillet 1959</i>)	690	11 février 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 (<i>Mon. 15 avril 2010</i>)	721
4 octobre 1961. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil du contentieux économique (<i>Mon. 20 octobre 1961</i>)	690	21 décembre 2013. – LOI portant exécution du Règlement (U.E.) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, et abrogeant diverses dispositions (<i>Mon. 20 janvier 2014</i>)	723
11 juillet 1969. – LOI relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage (<i>Mon. 17 juillet 1969; Err. Mon. 29 juillet 1969</i>)	691	7 janvier 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'approvisionnement direct par un producteur primaire du consommateur final ou du commerce de détail local en petites quantités de certaines denrées alimentaires d'origine animale (<i>Mon. 24 janvier 2014</i>)	724
28 mars 1975. – LOI relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime (<i>Mon. 25 avril 1975</i>)	694	8 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise à disposition sur le marché et à l'utilisation des produits biocides (<i>Mon. 8 septembre 2014</i>)	726
5 juin 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la conservation, au commerce et à l'utilisation des pesticides à usage non agricole (<i>Mon. 4 novembre 1975</i>)	698		
22 octobre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au beurre et aux mélanges de beurre et instituant un contrôle officiel du beurre (<i>Mon. 11 décembre 1976</i>)	699		
21 juin 1985. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la livraison de combustibles minéraux solides à usage domestique (<i>Mon. 29 juin 1985</i>)	700		
20 août 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle officiel des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime constituant des denrées alimentaires (<i>Mon. 9 octobre 1990</i>)	700		
25 février 1991. – LOI relative à la responsabilité du fait des produits défectueux (<i>Mon. 22 mars 1991</i>)	700		
28 février 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole (<i>Mon. 11 mai 1994</i>)	701		
7 août 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions supplémentaires à l'agrément des organismes chargés du contrôle du mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (<i>Mon. 29 août 1997</i>)	709	PARTIE VI - PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE MARCHÉ INTÉRIEUR (C.E.)	
21 décembre 1998. – LOI relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs (<i>Mon. 11 février 1999; Err. Mon. 24 avril 1999</i>)	709	10 décembre 2009. – DÉCRET du Parlement wallon visant à transposer la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur dans les matières visées à l'article 138 de la constitution (<i>Mon. 24 décembre 2009</i>)	734
25 mars 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant fixation de normes de produits pour les emballages (<i>Mon. 1^{er} avril 1999</i>)	710	11 décembre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant transposition partielle des articles 6 à 8 inclus de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (<i>Mon. 15 mars 2010</i>)	738
7 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage (<i>Mon. 26 juillet 2001</i>)	711	15 mars 2010. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone sur les services (<i>Mon. 13 avril 2010</i>)	738
15 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime (<i>Mon. 26 juillet 2001</i>)	711	26 mars 2010. – LOI sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution (<i>Mon. 30 avril 2010</i>)	742
5 septembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO ₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves (<i>Mon. 12 octobre 2001</i>)	712	25 juin 2010. – DÉCRET du Parlement flamand portant la transposition partielle de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (<i>Mon. 2 août 2010</i>)	743
27 février 2002. – LOI visant à promouvoir la production socialement responsable (<i>Mon. 26 mars 2002</i>)	713	9 juillet 2010. – DÉCRET de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale visant à transposer la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (<i>Mon. 30 août 2010</i>)	745
2 août 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 29 août 2002</i>)	714	19 juillet 2010. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française relatif aux services en Communauté française (<i>Mon. 31 août 2010</i>)	748
		19 mai 2011. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale visant à transposer, partiellement, la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services en Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 8 juin 2011</i>)	752

9 juin 2011. – ORDONNANCE de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale visant à transposer partiellement la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services, en ce qui concerne les compétences de la Commission communautaire commune (*Mon. 21 juin 2011*) 755

PARTIE VII - RÉVISEURS D'ENTREPRISES

30 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises et de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du conseil (*Mon. 24 mai 2007; Err. Mon. 10 juillet 2007*) 760

22 juillet 1953. – LOI créant un Institut des réviseurs d'entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises coordonnée le 30 avril 2007 (*Mon. 24 mai 2007; Err. Mon. 10 juillet 2007*) 760

10 janvier 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises (*Mon. 18 janvier 1994*) 771

23 juin 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en ce qui concerne le Conseil supérieur des professions économiques, de l'article 54 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales (*Mon. 28 juin 1994*) 773

26 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la surveillance et le contrôle de qualité et portant règlement de discipline des réviseurs d'entreprises (*Mon. 27 avril 2007*) 774

30 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises et abrogeant l'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises (*Mon. 30 mai 2007*) 777

30 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public (*Mon. 30 mai 2007*) 780

3 septembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'inscription des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers (*Mon. 15 septembre 2010*) 782

25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 77decies de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007 (*Mon. 20 mai 2014*) 783

Volume • 2

PARTIE VIII - ENTREPRISES À CARACTÈRE FINANCIER

25 juin 1930. – LOI relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (*Mon. 18 juillet 1930*) 789

7 janvier 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 225 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires (*Mon. 6-7 janvier 1936*), confirmé par la loi du 4 mai 1936, article unique 790

30 juin 1936. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires (*Mon. 9 juillet 1936*) 800

22 avril 1958. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément et aux modalités du contrôle des sociétés gérant des fonds communs de placement belges (*Mon. 23 avril 1958*) 803

10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 55 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement (*Mon. 14 novembre 1967*) 804

21 mars 1979. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la F.S.M.A (*Mon. 12 juillet 1979*) 804

12 janvier 1984. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée (*Mon. 31 janvier 1984*) 805

1^{er} août 1985. – LOI portant des mesures fiscales et autres (*Mon. 6 août 1985*) 805

8 mai 1990. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles les établissements de crédit peuvent détenir des parts d'associés (*Mon. 21 juin 1990*) 806

12 octobre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assurance protection juridique (*Mon. 8 novembre 1990*) 806

4 décembre 1990. – LOI relative aux opérations financières et aux marchés financiers (*Mon. 22 décembre 1990; Err. Mon. 1^{er} février 1991*) 807

17 décembre 1998. – LOI créant un fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers (*Mon. 31 décembre 1998*) 807

2 janvier 1991. – LOI relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire (*Mon. 25 janvier 1991*) 810

2 janvier 1991. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la procédure d'octroi de l'agrément des sociétés de bourse (*Mon. 8 janvier 1991*) 812

22 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances (*Mon. 11 avril 1991*) 813

22 juillet 1991. – LOI relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt (*Mon. 21 septembre 1991*) 823

14 octobre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt (*Mon. 19 octobre 1991*) 824

31 octobre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs (*Mon. 25 novembre 1991; Err. Mon. 7 janvier 1992*) 826

23 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (*Mon. 6 octobre 1992; Err. Mon. 29 décembre 1992; Mon. 26 janvier 1993*) 828

23 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (*Mon. 6 octobre 1992; Err. Mon. 29 décembre 1992; Mon. 26 janvier 1993*) 836

23 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux informations comptables à publier, en ce qui concerne leurs succursales établies en Belgique, par les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif de droit étranger (*Mon. 6 octobre 1992; Err. Mon. 29 décembre 1992*) 837

24 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'assurance contre l'incendie et d'autres périls, en ce qui concerne les risques simples (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	838	11 avril 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Commission d'appel (<i>Mon. 24 avril 1996</i>)	914
11 janvier 1993. – LOI relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 9 février 1993; Err. Mon. 29 octobre 2010</i>)	840	5 décembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, § 3, 5°, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (<i>Mon. 20 février 1997</i>)	914
29 décembre 2010. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 31 décembre 2010</i>)	845	24 décembre 1996. – LOI COORDONNÉE. – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination de dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé (<i>Mon. 31 décembre 1996</i>)	915
6 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 26, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 1^{er} juin 1999</i>)	847	18 avril 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées et dans des sociétés en croissance (<i>Mon. 24 juin 1997</i>)	918
5 février 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant diverses dispositions d'exécution de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire (<i>Mon. 24 février 1993</i>)	852	8 juillet 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures d'exécution relatives aux organismes de placement en créances (<i>Mon. 26 juillet 1997</i>)	924
11 juin 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières (<i>Mon. 22 juin 1993; Err. Mon. 9 juillet 1993</i>)	853	28 janvier 1998. – ARRÊTÉ ROYAL étendant à d'autres catégories d'institutions financières l'application de l'article 157 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (<i>Mon. 13 février 1998</i>)	925
6 août 1993. – LOI relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières (<i>Mon. 18 août 1993</i>)	855	3 février 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux Bons du Trésor libellés en monnaies étrangères (<i>Mon. 12 mars 1998</i>)	925
29 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux organismes de placement en créances (<i>Mon. 7 décembre 1993</i>)	856	6 juillet 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'émission de bons du Trésor (<i>Mon. 24 septembre 1998</i>)	925
26 mai 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre I ^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières (<i>Mon. 3 juin 1994</i>)	861	1 ^{er} octobre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au maintien des titres dématérialisés en compte auprès des systèmes internationaux de compensation de titres (<i>Mon. 23 octobre 1998</i>)	926
14 juin 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant agrément d'un système de liquidation pour la mise en œuvre du chapitre I ^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières (<i>Mon. 17 juin 1994</i>)	864	30 octobre 1998. – LOI relative à l'euro (<i>Mon. 10 novembre 1998</i>)	926
14 juin 1994. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles applicables au maintien en compte de titres dématérialisés libellés en monnaies étrangères ou en unités de compte (<i>Mon. 17 juin 1994</i>)	864	17 décembre 1998. – LOI créant un fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers (<i>Mon. 31 décembre 1998</i>)	926
12 août 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (<i>Mon. 12 octobre 1994</i>)	865	29 janvier 1999. – ARRÊTÉ ROYAL désignant les entreprises d'investissement tenues de participer à un système collectif de protection des instruments financiers (<i>Mon. 5 février 1999</i>)	928
16 novembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux titres représentant la dette des Communautés et des Régions (<i>Mon. 29 novembre 1994</i>)	873	28 avril 1999. – LOI visant à transposer la directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (<i>Mon. 1^{er} juin 1999</i>)	928
17 novembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance (<i>Mon. 21 décembre 1994</i>)	873	30 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant le statut et le contrôle des sociétés de cautionnement mutuel (<i>Mon. 6 août 1999</i>)	931
27 décembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux bureaux de change et au commerce des devises (<i>Mon. 18 janvier 1995; Err. Mon. 23 février 1995</i>)	883	6 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 26, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 1^{er} juin 1999</i>)	936
24 janvier 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 110 ^{quater} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (<i>Mon. 7 février 1995</i>)	884	25 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contenu de l'information à procurer aux déposants et aux investisseurs (<i>Mon. 9 juin 1999</i>)	936
6 avril 1995. – LOI relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement (<i>Mon. 3 juin 1995; Err. Mon. 1^{er} août 1995</i>)	885	18 août 1999. – ARRÊTÉ ROYAL mettant en place un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la Bourse ou en dehors de celle-ci et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement et modifiant la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la Directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (<i>Mon. 8 septembre 1999; Err. Mon. 2 octobre 1999</i>)	936
9 juin 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant une procédure de réalisation simplifiée des valeurs mobilières et autres actifs qui font l'objet des privilèges énoncés aux articles 29 et 68 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers (<i>Mon. 30 juin 1995</i>)	908	12 août 2000. – LOI portant diverses dispositions relatives à l'organisation des marchés financiers et diverses autres dispositions (<i>Mon. 7 septembre 2000</i>)	938
20 décembre 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux entreprises d'investissement étrangères (<i>Mon. 6 janvier 1996; Err. Mon. 6 décembre 1996</i>)	908	2 août 2002. – LOI relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 4 septembre 2002</i>)	939
22 décembre 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la reconnaissance de Belfox s.c (<i>Mon. 6 janvier 1996</i>)	912	11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Conseil d'agrément des agents de change et au titre d'agent de change (<i>Mon. 19 août 2003</i>)	976
13 février 1996. – ARRÊTÉ ROYAL fixant une procédure accélérée et moins coûteuse pour l'approbation du prospectus d'inscription d'instruments financiers à un marché d'une bourse de valeurs mobilières (<i>Mon. 7 mars 1996; Err. Mon. 7 décembre 1996</i>)	912		

11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'agrément et le fonctionnement du Bureau belge et du Fonds commun de garantie (<i>Mon. 17 octobre 2003</i>)	979	26 septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au registre des investisseurs éligibles et portant adaptation de la notion d'investisseurs éligibles (<i>Mon. 6 octobre 2006</i>)	1045
12 août 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 57, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 15 octobre 2003</i>)	980	10 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la comptabilité, aux comptes annuels et aux rapports périodiques de certains organismes de placement collectif publics à nombre variable de parts (<i>Mon. 30 novembre 2006</i>)	1046
7 septembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures d'exécution de la loi du 24 mars 2003 instaurant un service bancaire de base (<i>Mon. 15 septembre 2003</i>)	981	1 ^{er} avril 2007. – LOI relative aux offres publiques d'acquisition (<i>Mon. 26 avril 2007</i>)	1050
14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'activité d'assurance sur la vie (<i>Mon. 14 novembre 2003; Err. Mon. 23 juillet 2004</i>)	982	27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux offres publiques d'acquisition (<i>Mon. 23 mai 2007</i>)	1058
4 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 10, § 1 ^{er} , 2 ^o , de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 9 janvier 2004</i>)	991	27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux offres publiques de reprise (<i>Mon. 23 mai 2007</i>)	1064
12 avril 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 14 mai 2001 réglant les intérêts débiteurs dus sur les comptes à vue (<i>Mon. 24 mai 2004</i>)	991	2 mai 2007. – LOI relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses (<i>Mon. 12 juin 2007</i>)	1065
23 août 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 63, §§ 1 ^{er} et 3, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 11 octobre 2004</i>)	991	17 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux pratiques de marché primaire (<i>Mon. 18 juin 2007</i>)	1072
15 décembre 2004. – LOI relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers (<i>Mon. 1^{er} février 2005</i>)	993	23 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la pricaf privée (<i>Mon. 12 juin 2007</i>)	1074
14 juin 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au marché des rentes (<i>Mon. 30 juin 2005</i>)	997	3 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 28 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 13 juin 2007</i>)	1075
26 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation (<i>Mon. 11 octobre 2005</i>)	999	3 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant les règles et modalités visant à transposer la directive concernant les marchés d'instruments financiers (<i>Mon. 18 juin 2007</i>)	1075
21 novembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises de réassurance, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit (<i>Mon. 30 novembre 2005</i>)	1005	14 novembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé (<i>Mon. 3 décembre 2007</i>)	1089
7 mars 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux prêts de titres par certains organismes de placement collectif (<i>Mon. 10 mars 2006</i>)	1013	7 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux organismes de placement collectif à nombre variable de parts institutionnels qui ont pour but exclusif le placement collectif dans la catégorie d'investissements autorisés dans l'article 7, premier alinéa, 2 ^o de la loi du 20 juillet 2004 (<i>Mon. 18 décembre 2007</i>)	1094
22 mars 2006. – LOI relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (<i>Mon. 28 avril 2006</i>)	1015	20 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux obligations linéaires, aux titres scindés et aux certificats de trésorerie (<i>Mon. 9 janvier 2008</i>) ..	1098
16 juin 2006. – LOI relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés (<i>Mon. 21 juin 2006</i>)	1020	14 février 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la publicité des participations importantes (<i>Mon. 4 mars 2008</i>)	1098
1 ^{er} juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (<i>Mon. 6 juillet 2006</i>)	1035	24 juillet 2008. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 7 août 2008</i>)	1102
10 août 2006. – RÈGLEMENT (CE) n ^o 1287/2006 de la Commission portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations des entreprises d'investissement en matière d'enregistrement, le compte rendu des transactions, la transparence du marché, l'admission des instruments financiers à la négociation et la définition de termes aux fins de ladite directive (<i>J.O. L 241, 2 septembre 2006</i>)	1038	21 août 2008. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation (<i>Mon. 27 août 2008</i>)	1105
15 septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures d'exécution relatives aux organismes de placement collectif en créances institutionnels (<i>Mon. 22 septembre 2006</i>)	1045	14 novembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant application des articles 26, 27, 28, 31, 34, 36 et 37 de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 19 novembre 2008</i>)	1106
		14 novembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant application des articles 28, 32, 38 et 45 de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 19 novembre 2008</i>)	1107
		27 septembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances (<i>Mon. 7 octobre 2009</i>)	1107
		27 septembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance (<i>Mon. 15 octobre 2009</i>)	1108
		9 octobre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au caractère public de la sollicitation de fonds remboursables (<i>Mon. 23 octobre 2009</i>)	1111

21 décembre 2009. – LOI relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement (<i>Mon. 19 janvier 2010</i>)	1112	20 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant l'article 30ter de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 28 février 2014</i>)	1232
30 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant application du chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), notamment les articles 30, 32, 40, 41 et 45 (<i>Mon. 7 janvier 2010</i>)	1132	21 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 7 mars 2014</i>)	1232
16 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances relatif à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 24 mars 2010</i>)	1133	21 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de conduite et aux règles relatives à la gestion des conflits d'intérêts, fixées en vertu de la loi, en ce qui concerne le secteur des assurances (<i>Mon. 7 mars 2014</i>)	1234
5 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement (<i>Mon. 16 décembre 2010</i>)	1136	26 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 9 alinéa 2 de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques fixant la procédure de demande d'avis préalable (<i>Mon. 18 mars 2014; Err. Mon. 25 mars 2014</i>)	1239
7 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux sicafi (<i>Mon. 28 décembre 2010; Err. Mon. 25 janvier 2011</i>)	1136	28 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 9, alinéa 1 ^{er} de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques fixant les projets éligibles pour le financement dans le cadre d'un prêt-citoyens thématique (<i>Mon. 18 mars 2014</i>)	1239
7 novembre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les produits dérivés et autres opérations financières visés à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers (<i>Mon. 10 novembre 2011</i>)	1144	28 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'accessibilité pour les investisseurs particuliers au sens de l'article 4, alinéa 3, g), de l'article 4, alinéa 4, f), et de l'article 5, alinéa 1 ^{er} , h), de la loi du 26 décembre 2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques (<i>Mon. 18 mars 2014</i>)	1240
4 mars 2012. – LOI relative à la Centrale des Crédits aux Entreprises (<i>Mon. 18 avril 2012</i>)	1144	4 avril 2014. – LOI relative aux assurances (<i>Mon. 30 avril 2014</i>)	1240
12 mars 2012. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du règlement de l'Autorité des services et marchés financiers relatif à l'agrément des compliance officers (<i>Mon. 26 mars 2012</i>)	1146	10 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant certains contrats d'assurance visant à garantir le remboursement du capital d'un crédit hypothécaire (<i>Mon. 10 juin 2014</i>)	1273
15 juin 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Centrale des Crédits aux Entreprises (<i>Mon. 12 juillet 2012</i>)	1147	19 avril 2014. – LOI relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires (<i>Mon. 17 juin 2014</i>)	1275
17 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12bis, § 4, et 12ter, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique (<i>Mon. 1^{er} août 2012</i>)	1149	25 avril 2014. – LOI relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (<i>Mon. 7 mai 2014</i>)	1321
3 août 2012. – LOI relative à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier (<i>Mon. 24 août 2012</i>)	1152	25 avril 2014. – LOI relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 27 mai 2014</i>)	1400
3 août 2012. – LOI relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances (<i>Mon. 19 octobre 2012</i>)	1153	25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail (<i>Mon. 12 juin 2014</i>)	1404
20 septembre 2012. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les conditions d'agrément des entreprises pratiquant la location-financement (<i>Mon. 25 septembre 2012</i>)	1190	12 mai 2014. – LOI relative aux sociétés immobilières réglementées (<i>Mon. 30 juin 2014; Err. Mon. 26 mai 2015</i>)	1409
11 octobre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'émission de covered bonds belges par des établissements de crédit de droit belge (<i>Mon. 18 octobre 2012</i>)	1191	8 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (<i>Mon. 18 août 2014</i>)	1418
11 octobre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au gestionnaire de portefeuille dans le cadre de l'émission de covered bonds belges par un établissement de crédit de droit belge (<i>Mon. 18 octobre 2012</i>)	1193	13 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux sociétés immobilières réglementées (<i>Mon. 16 juillet 2014</i>)	1420
12 novembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certains organismes de placement collectif publics (<i>Mon. 30 novembre 2012</i>)	1194	11 juin 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant la désignation de l'autorité compétente en charge de l'agrément et de la surveillance des dépositaires centraux de titres (<i>Mon. 19 juin 2015</i>)	1423
12 novembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (<i>Mon. 30 novembre 2012</i>)	1222	12 juillet 2015. – LOI relative à la lutte contre les activités des fonds vau-tours (<i>Mon. 11 septembre 2015; Err. Mon. 16 septembre 2015</i>)	1423
19 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des pays tiers équivalents et la liste des autorités ou des organismes publics européens visés respectivement à l'article 37, § 2, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o et 5 ^o , de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (<i>Mon. 25 juillet 2013</i>)	1229	16 décembre 2015. – LOI réglant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers, par les institutions financières belges et le S.P.F. Finances, dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales (<i>Mon. 31 décembre 2015</i>)	1424
26 décembre 2013. – LOI portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyens thématiques (<i>Mon. 31 décembre 2013</i>)	1229		

13 mars 2016. – LOI relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance (*Mon. 23 mars 2016; Err. Mon. 8 avril 2016*)... 1437

PARTIE IX - HÔTELLERIE ET TOURISME

22 avril 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réglementation de la pratique du camping à la ferme (*Mon. 20 octobre 1977*)... 1506

16 juin 1981. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte (*Mon. 11 juillet 1981*)... 1507

12 juillet 1982. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambre d'hôte (*Mon. 4 août 1982*)... 1507

9 novembre 1990. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers (*Mon. 11 janvier 1991*)... 1507

24 décembre 1990. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers (*Mon. 21 juin 1991*)... 1507

24 décembre 1990. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1^{er} janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifique à ces établissements d'hébergement (*Mon. 21 juin 1991*)... 1509

4 mars 1991. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning (*Mon. 26 avril 1991*)... 1510

4 septembre 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française relatif au camping-caravaning (*Mon. 28 septembre 1991*)... 1512

23 novembre 1992. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif aux habitations de vacances, chambres d'hôtes et Bed and Breakfast (*Mon. 23 février 1993*)... 1519

16 février 1994. – LOI régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages (*Mon. 1^{er} avril 1994*)... 1519

9 mai 1994. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone sur le camping et les terrains de camping (*Mon. 27 octobre 1994*)... 1523

9 mai 1994. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone sur les établissements d'hébergement et les établissements hôteliers (*Mon. 28 octobre 1994*)... 1524

1^{er} février 1995. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de l'assurance de la responsabilité professionnelle des organisateurs et intermédiaires de voyages envers les voyageurs (*Mon. 31 mars 1995*)... 1526

25 avril 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 36 de la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages (*Mon. 13 juin 1997*)... 1527

14 janvier 1999. – DÉCRET de l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination «Chambre d'hôtes» (*Mon. 3 février 1999*)... 1527

17 mai 1999. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif aux centres de vacances (*Mon. 30 novembre 1999*)... 1528

13 avril 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à l'autorisation hôtelière et à la classification des établissements hôteliers (*Mon. 7 janvier 2003*)... 1531

10 juin 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone sur le permis de camping et le classement des terrains de camping (*Mon. 26 novembre 2004*)... 1532

1^{er} mars 2007. – LOI portant des dispositions diverses (III) (*Mon. 14 mars 2007*)... 1534

27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'enregistrement et au contrôle des voyageurs résidant dans un service d'hébergement touristique (*Mon. 18 mai 2007*)... 1534

10 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'hébergement touristique (*Mon. 26 août 2008*)... 1535

15 mai 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 10 juillet 2008 relatif à l'hébergement touristique (*Mon. 12 octobre 2009*)... 1540

11 septembre 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les normes de sécurité incendie spécifiques auxquelles les logements touristiques doivent satisfaire (*Mon. 10 décembre 2009*)... 1548

1^{er} avril 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant codification des législations concernant le tourisme en vue de la création d'un Code wallon du Tourisme (*Mon. 17 mai 2010*)... 1552

1^{er} avril 2010. – CODE wallon du Tourisme (*Mon. 17 mai 2010*)... 1553

22 avril 2010. – DÉCRET du Parlement wallon portant statut des agences de voyages (*Mon. 5 mai 2010*)... 1595

22 avril 2010. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capital portant statut des agences de voyage (*Mon. 3 mai 2010*)... 1597

27 mai 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant statut des agences de voyages (*Mon. 16 juin 2010*)... 1600

27 septembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capital portant statut des agences de voyage (*Mon. 17 octobre 2012*)... 1603

8 mai 2014. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capital relative à l'hébergement touristique (*Mon. 17 juin 2014*)... 1606

5 février 2016. – DÉCRET (du Parlement flamand) relatif à l'hébergement touristique (*Mon. 8 mars 2016*)... 1610

24 mars 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capital portant exécution de l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique (*Mon. 14 avril 2016*)... 1613

PARTIE X - JEUX ET PARIS

7 mai 1999. – LOI sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (*Mon. 30 décembre 1999*)... 1619

22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B (*Mon. 30 décembre 2000*)... 1630

22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C (*Mon. 30 décembre 2000*)... 1631

22 décembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe E concernant les jeux de hasard (*Mon. 30 décembre 2000*)... 1631

19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I (*Mon. 31 juillet 2001*)... 1631

19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe I, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe A (*Mon. 31 juillet 2001*)... 1632

20 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'introduction, à la forme de la licence de classe D et aux aptitudes et certificats requis pour exercer une activité professionnelle dans un établissement de jeux de hasard de classe I ou II (<i>Mon. 29 juin 2002</i>)	1632	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de fonctionnement des paris (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1645
20 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux sanctions qui peuvent être prises par la Commission des jeux de hasard (<i>Mon. 29 juin 2002</i>)	1633	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions auxquelles des paris mutuels peuvent être organisés sur les courses hippiques qui ont lieu à l'étranger (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1646
26 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de réception des plaintes et des réclamations par la Commission des jeux de hasard (<i>Mon. 29 juin 2002</i>)	1633	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe IV et les lieux où les paris sont engagés en vertu de l'article 43/4, § 5, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, notamment au moyen d'un système informatique approprié (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1646
26 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conventions de concession conclues entre les communes et les candidats exploitants d'un établissement de jeux de hasard de classe I (<i>Mon. 29 juin 2002</i>)	1634	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions pour l'engagement de paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1647
26 novembre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la carte de légitimation des officiers de police judiciaire, officiers auxiliaires du procureur du Roi, de la commission des jeux de hasard et de son secrétariat (<i>Mon. 19 décembre 2002</i>)	1634	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe IV (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1647
8 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe II (<i>Mon. 17 avril 2003</i>)	1635	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe IV (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1647
8 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles techniques de fonctionnement des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I (<i>Mon. 23 avril 2003</i>)	1636	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la forme de la licence de classe F1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F1 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F1 en matière d'administration et de comptabilité (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1648
23 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe I, au moyen d'un système informatique approprié (<i>Mon. 4 juin 2003</i>)	1637	22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1648
23 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe II, au moyen d'un système informatique approprié (<i>Mon. 4 juin 2003</i>)	1638	21 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu (<i>Mon. 8 juillet 2011</i>)	1649
23 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de surveillance et de contrôle des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe III, au moyen d'un système informatique approprié (<i>Mon. 4 juin 2003</i>)	1638	21 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence (<i>Mon. 8 juillet 2011</i>)	1650
11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III (<i>Mon. 30 juillet 2003</i>)	1638	21 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la forme de la licence supplémentaire et aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence supplémentaire en matière de jeux de hasard (<i>Mon. 15 juillet 2011</i>)	1650
2 mars 2004. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III (<i>Mon. 18 mars 2004</i>)	1639	21 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions qualitatives auxquelles le demandeur d'une licence supplémentaire doit satisfaire en matière de jeux de hasard (<i>Mon. 15 juillet 2011</i>)	1650
26 avril 2004. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la liste des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe II (<i>Mon. 4 mai 2004</i>)	1639		
15 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au registre d'accès aux salles de jeux des établissements de jeux de hasard de classe I ^e et II (<i>Mon. 10 janvier 2005</i>)	1640		
15 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la création d'un système de traitement des informations concernant les joueurs exclus des salles de jeux de hasard de classe I et de classe II (<i>Mon. 10 janvier 2005</i>)	1640		
15 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au mode d'interdiction d'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II (<i>Mon. 10 janvier 2005</i>)	1640		
3 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux règles de fonctionnement, aux modalités de comptabilité et de contrôle des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I (<i>Mon. 26 janvier 2007</i>)	1641		
22 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le montant ou la contrepartie de la mise de paris pour laquelle une obligation d'enregistrement existe ainsi que le contenu et les modalités de cet enregistrement (<i>Mon. 29 décembre 2010</i>)	1645		

PARTIE XI - LOTERIES

24 novembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques et concours organisés par la Loterie nationale au moyen des outils de la société de l'information (<i>Mon. 3 décembre 2009</i>)	1659
10 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques instantanées organisées par la Loterie nationale au moyen des outils de la société de l'information (<i>Mon. 16 juillet 2012</i>)	1661
10 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités générales des actions promotionnelles qui, couplées aux loteries publiques organisées par la Loterie nationale, offrent la possibilité de gagner des lots en nature attribués par des tirages au sort (<i>Mon. 20 juin 2014; Err. Mon. 30 juin 2014</i>)	1663

PARTIE XII - POIDS ET MESURES

4 août 1960. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les unités d'intervalle de temps (<i>Mon. 15 août 1960</i>)	1665
14 septembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à reproduction de ces unités (<i>Mon. 27 novembre 1970</i>)	1666
20 décembre 1972. – ARRÊTÉ ROYAL portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant des modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instruments de mesure (<i>Mon. 7 février 1973</i>)	1668
20 décembre 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux compteurs à gaz (<i>Mon. 7 février 1973</i>)	1672
14 avril 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux mesures matérialisées de longueur (<i>Mon. 11 juin 1977</i>)	1672
7 mars 1978. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux instruments de pesage totalisateurs continus (<i>Mon. 19 avril 1978</i>)	1673
7 novembre 1978. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la vérification périodique et au contrôle technique des instruments de mesure (<i>Mon. 22 février 1979; Err. Mon. 17 mars 1979</i>)	1673
6 avril 1979. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux ensembles et sous-ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau (<i>Mon. 28 septembre 1979</i>)	1674
2 mars 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux compteurs d'eau chaude (<i>Mon. 27 mars 1981</i>)	1674
6 juillet 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux instruments destinés à la mesure de l'énergie électrique (<i>Mon. 4 septembre 1981</i>)	1675
9 septembre 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux trieuses pondérales automatiques de contrôle et de classement (<i>Mon. 8 octobre 1981</i>)	1676
13 septembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL autorisant des indications supplémentaires et des représentations dérogatoires pour la mention des unités de mesure employées (<i>Mon. 22 octobre 1991</i>)	1677
3 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux réservoirs de stockage fixes (<i>Mon. 14 décembre 1993</i>)	1677
3 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection de l'enregistrement, du traitement et de la transmission de données électroniques provenant d'instruments de mesure (<i>Mon. 14 décembre 2006</i>)	1677
19 décembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux masses étalons de 100 kg à 5 000 kg, utilisées dans le cadre des vérifications et des inspections des instruments de pesage (<i>Mon. 2 février 2009</i>)	1678
16 octobre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesure non vérifiés (<i>Mon. 30 octobre 2009</i>)	1678
28 septembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux instruments de pesage à fonctionnement automatique (<i>Mon. 20 octobre 2010</i>)	1678

3 août 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au suivi en service des compteurs de gaz utilisés en milieu résidentiel, milieu commercial et milieu industriel léger (<i>Mon. 28 août 2012; Err. Mon. 1^{er} octobre 2012; Err. Mon. 21 décembre 2012</i>)	1679
26 septembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la vérification périodique des ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau (<i>Mon. 14 octobre 2013</i>)	1679
25 septembre 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux jaugeurs automatiques (<i>Mon. 15 octobre 2014</i>)	1680
25 mars 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au suivi en service des compteurs d'eau froide (<i>Mon. 7 avril 2016</i>)	1680
12 avril 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique (<i>Mon. 19 avril 2016</i>)	1681
15 avril 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux instruments de mesure (<i>Mon. 20 avril 2016</i>)	1686

PARTIE XIII - PRÊTS

15 avril 1884. – LOI sur les prêts agricoles (<i>Mon. 11 mai 1884</i>)	1693
28 janvier 1935. – ARRÊTÉ ROYAL n° 74 relatif à la réduction des intérêts des créances hypothécaires et privilégiées (<i>Mon. 28 janvier 1935; Mon. 29 janvier 1935</i>)	1694
19 mai 2006. – DÉCRET du Parlement flamand relatif au prêt gagnant-gagnant (<i>Mon. 30 juin 2006</i>)	1694

PARTIE XIV - PROTÊTS, RECOUVREMENTS ET CHÈQUES

7 juin 1930. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre (<i>Mon. 31 décembre 1933</i>)	1697
19 mars 1931. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques (<i>Mon. 2 février 1962</i>)	1697
2 mai 1956. – LOI sur le chèque postal (<i>Mon. 13 juin 1956</i>)	1698
1 ^{er} mars 1961. – LOI concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur (<i>Mon. 2 février 1962</i>)	1699
10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 56 favorisant l'usage de la monnaie scripturale (<i>Mon. 14 novembre 1967</i>)	1702
3 juin 1997. – LOI sur les protêts (<i>Mon. 19 juillet 1997</i>)	1703
15 septembre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 3 juin 1997 sur les protêts, fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 juin 1997 portant des dispositions diverses relatives aux protêts et modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1957 relatif à l'exécution de l'article 38, alinéa 2, et de l'article 42 des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre (<i>Mon. 23 septembre 1997</i>)	1703

PARTIE XV - TITRES AU PORTEUR, NOMINATIFS OU DÉMATÉRIALISÉS

24 juillet 1921. – LOI relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (<i>Mon. 10 août 1921</i>)	1705
24 décembre 1934. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur (<i>Mon. 23 janvier 1935</i>)	1707

10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 62 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opération sur ces instruments (<i>Mon. 14 novembre 1967</i>)	1708	14 décembre 2005. – LOI portant suppression des titres au porteur (<i>Mon. 23 décembre 2005; Err. Mon. 6 février 2006</i>)	1710
10 avril 1973. – LOI portant approbation de la Convention relative à l'opposition sur titres au porteur à circulation internationale et du règlement annexe, faits à La Haye le 28 mai 1970 (<i>Mon. 15 juin 1973</i>)	1709	12 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux titres dématérialisés de sociétés (<i>Mon. 3 février 2006</i>)	1713
6 février 1979. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au coût de la publication des éléments signalétiques des titres et coupons au Bulletin des oppositions sur titres au porteur à circulation internationale. - Convention du 28 mai 1970 (<i>Mon. 10 février 1979</i>)	1710	25 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 11 de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, fixant le calcul de l'amende (<i>Mon. 29 août 2014</i>)	1713
22 juillet 1991. – LOI modifiant la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur (<i>Mon. 29 août 1991</i>)	1710	25 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 11 de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, fixant les modalités de la vente par l'émetteur, du transfert du produit de cette vente et des titres invendus à la Caisse des dépôts et consignations et de la restitution de ces titres (<i>Mon. 8 septembre 2014</i>)	1714
5 août 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la dépossession de titres au porteur (<i>Mon. 11 août 1992</i>)	1710		
11 décembre 1992. – LOI relative aux coupons échus après le 30 juin 1992 et afférents à des titres de l'Etat frappés d'opposition avant le 1 ^{er} juillet 1992 (<i>Mon. 18 mars 1993</i>)	1710		
		PARTIE XVI - WARRANTS	
		18 novembre 1862. – LOI portant institution du système des warrants (<i>Mon. 20 novembre 1862</i>)	1715